[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 02/11/2026

Objet : Plainte pour non-représentation d'enfant

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je me permets de vous adresser ce courrier afin de porter à votre connaissance des faits répétés de non-représentation d'enfant, commis en violation du jugement rendu le [Date du jugement] par le tribunal judiciaire de [Nom du tribunal], sous le numéro de dossier [Numéro de dossier].
Cette décision me reconnaît un droit de visite et d'hébergement à l'égard de notre enfant, [Nom de l'enfant], né(e) le [Date de naissance], selon les modalités suivantes : [Détails du droit de visite et de garde]. Or, l'autre parent, [Nom de l'autre parent], refuse de me remettre l'enfant aux dates et horaires fixés par le juge.
Ces refus se sont produits notamment les [Dates des refus]. À chaque fois, je me suis présenté(e) au lieu convenu, [Lieu de remise], sans que l'enfant me soit confié(e). J'ai tenté de régler ce différend à l'amiable, en vain : les refus se répètent et aucun accord n'a pu être trouvé.
En conséquence, je porte plainte contre [Nom de l'autre parent] pour le délit de non-représentation d'enfant, prévu et réprimé par l'article 227-5 du Code pénal, qui punit d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le parent qui refuse de présenter l'enfant à celui qui a le droit de le réclamer. Je vous demande de bien vouloir engager les poursuites que vous jugerez utiles afin que la décision de justice soit enfin respectée.
Vous trouverez ci-joint une copie du jugement qui fixe mes droits, ainsi que les éléments établissant les refus : [Liste des pièces jointes]. Chaque incident a été consigné avec sa date, son heure et le lieu prévus pour la remise, de manière à vous permettre d'apprécier la répétition et la gravité des faits.
Je reste à votre entière disposition pour vous communiquer tout document complémentaire ou tout renseignement utile à l'enquête. Je souhaite par ailleurs être tenu(e) informé(e) des suites données à ma plainte.
Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur de la République, l'expression de ma haute considération.

[Prénom][NOM]

Signature